

Environnement Stocamine : la réunion d'information a tourné au dialogue de sourds



Majoritairement favorable au déstockage total, l'assistance n'a pas été convaincue par le représentant de l'État, Alain Dorison, et les responsables de Stocamine, Alain Rollet et Jacky Roman. Photos V. Voegtlin



Hier soir à Wittelsheim, la première des trois réunions publiques organisées dans le cadre de la concertation sur la fermeture de Stocamine s'est résumée à un affrontement.

« Réunion d'information, pas de confrontation. » Le garant de la concertation nommé par la Commission nationale du débat public, Henri Watissée, n'a pas été entendu, hier soir lors de la première des trois réunions publiques organisées dans le cadre du processus d'examen des conditions de fermeture du site Stocamine et du devenir des 44 000 tonnes de déchets stockés en fond de mine à Wittelsheim. Si, à l'extérieur, la chanson « Belle ter-

re, appel au bon sens et à la préservation de l'environnement », interprétée par Angelina et Roger Kopf, lui-même ancien mineur, avait un ton bon enfant, l'ambiance, dans le hall de la salle Grassegert, était beaucoup plus tendue avec une distribution de tracts des partisans du déstockage, le collectif Destocamine et Thur Écologie et Transports, l'association comparant la concertation publique à un « immense foutage de gueule ».

« Ce débat n'est ni démocratique, ni complet »

Dans la salle, il ne faut pas longtemps pour que le ton monte. Alain Rollet, PDG, et Jacky Roman, directeur technique de Stocamine, présentent à la va-vite les cinq scénarios envisagés, du déstockage total aux seuls produits mercuriels, avant que la salle ne

prenne la parole. Yann Flory bondit sur la scène et regrette la seule présence à la tribune de représentants de Stocamine, de l'État via Alain Dorison, ou du garant du débat public. « Le collectif Destocamine, qui regroupe des associations et des syndicats, a toute légitimité pour être à la tribune. La loi oblige au déstockage total de tous les déchets et la loi s'impose à tous », indique le porte-parole de Destocamine, sous les acclamations. « Ce débat n'est ni démocratique, ni complet. Si vous êtes d'accord avec moi, levez-vous », lance Yann Flory qui obtient un franc succès du public.

Dans la foulée, plusieurs personnes réclament le déstockage total, Jean-Marie Dubel, représentant de la CFTC, avançant l'arrêté préfectoral d'autorisation qui prévoyait la réversibilité et insistant sur le coût de surveillance (60 millions d'euros) depuis l'incendie de 2002.

« Il n'est pas exact que la loi demande le déstockage total des déchets. Un an après l'arrêt d'exploitation, le stockage peut demeurer », répond Alain Dorison, membre du Conseil général de l'Environnement et du Développement durable, nommé par le ministre. Les quolibets et les sifflets s'élevèrent aussitôt, plusieurs personnes dénonçant « une loi sur mesure », également appelée « amendement Sordi » car adoptée à l'initiative du député maire de Cernay.

« Vous croyez que les gens de Wittelsheim vont se laisser faire ? »

« Vous croyez que les gens de Wittelsheim vont se laisser faire si vous enfouissez ? Je ne crois pas », lance alors un Wittelsheimois. Pour Étienne Chamik, autre porte-parole du collectif, « les choses sont

simples : ou on enfouit et il est sûr que la nappe sera polluée ; ou on sort et on a une garantie à vie pour les générations futures. Il n'est pas possible qu'on puisse tergiverser ».

« J'ai honte, j'ai honte », s'emporte ensuite l'ex-mineur lorsque Claude Perussel, au nom de la CFE-CGC, indique que l'encadrement défend « l'enfouissement total et pas partiel ».

L'auditoire est bien plus satisfait lorsqu'un ingénieur de BMG, société suisse spécialisée dans la dépollution de sites industriels, reconnaît que « le déstockage total est techniquement possible mais pas sans risque ». « Pas sans risque, comme l'enfouissement », répond en écho un responsable de Destocamine. À chacun sa vision.

Laurent Bodin

Le poids de l'histoire

« Vous avez l'impression de démarrer l'histoire mais ici, cette histoire date », a témoigné, hier soir, Menotti Bottazzi, ancien de la mine Rodolphe, qui a souhaité « l'instauration d'un vrai dialogue entre Stocamine et Destocamine ». « La sécurité a toujours été le souci de Destocamine, mais on ne peut avancer cela pour dire qu'on ne peut pas faire. Il faut retrouver un climat de dialogue. Pour cela, imprégnez-vous de la mentalité des gens », a-t-il demandé. « Nous sommes conscients de la crise de confiance aiguë vis-à-vis de Stocamine », a répondu Alain Rollet, regrettant des « informations erronées à l'origine du projet ». « Il y a eu des incompréhensions » a reconnu Alain Dorison, promettant qu'il tiendra « compte du poids de l'histoire dans son rapport au ministre ».

Social Stracel : plus d'une centaine de licenciés aux prud'hommes

Un peu moins de la moitié des 250 salariés de Stracel, qui avaient été licenciés par le papetier finlandais UPM, en contestent aujourd'hui les raisons économiques devant les prud'hommes.



Lors d'un mouvement de grève sur le site, en septembre 2012. Archives D. Gutekunst

Après dix-huit mois d'incertitudes, la direction du groupe papetier finlandais UPM annonçait, le 3 janvier dernier, une procédure de licenciement collectif se traduisant par la fermeture de l'usine strasbourgeoise avec, à la clé, 250 suppressions d'emploi. Principale raison invoquée par l'industriel : la surcapacité de son outil de production.

« Une surcapacité organisée »

« Il a été établi, lors des différentes enquêtes lancées par les représentants du personnel de Stracel et d'UPM-France, que la surcapacité de l'outil de production, dont argue UPM, n'est que le résultat de l'opération d'acquisition réalisée un mois plus tôt. UPM a ainsi organisé sa propre surcapacité afin de justifier de la fermeture des sites jugés les moins rentables », indique FO.

Avec ces pièces à l'appui, le syndicat a convaincu « 85 anciens salariés de contester leur licenciement devant les prud'hommes à Strasbourg : l'audience de plaidoirie est prévue aujourd'hui », précise Yves Bernauer, le secrétaire du syndicat FO Stracel. Une trentaine de salariés ont fait de même avec

AL. B.

l'aide de la CGT, auxquels s'ajoutent quelques salariés qui ont intenté une action de leur propre chef.

FO rappelle que le groupe UPM avait annoncé, durant l'été 2011, l'acquisition du groupe Myllykoski, constitué de sept usines de papier d'une capacité de production totale de 2,8 millions de tonnes. Cet achat s'était fait pour un montant d'environ 900 millions d'euros. UPM a enregistré par ailleurs, souligne le syndicat, un bénéfice exceptionnel au 3^e trimestre 2011 d'environ 40 millions d'euros. « Le 31 août 2011, soit trente jours après cette acquisition – et l'augmentation de ses capacités de production qui en ont donc découlé – UPM annonçait sa décision d'adapter sa production aux besoins de sa clientèle et de supprimer définitivement 1,2 million de tonnes de capacité de production de papier magazine en France, en Allemagne et en Finlande », rappelle FO.

Le syndicat espère, avec ces arguments, « faire condamner UPM pour licenciement abusif sans cause réelle et sérieuse ».

Papeterie À Strasbourg, Lana joue la carte du carton de sécurité

Deux mois après la reprise de Lana par un investisseur danois, la papeterie de La Robertsau a retrouvé des couleurs. Le président bas-rhinois, Guy-Dominique Kennel, a pu s'en convaincre.



Le patron Lasse Brinck, avec Guy-Dominique Kennel. Lana fabrique des petits volumes, à la demande. Photo Dominique Gutekunst

La papeterie Lana à Strasbourg, liée depuis 1872 au quartier de la Robertsau, a failli disparaître au printemps dernier. La crise l'avait fragilisée. L'absence de maîtrise des coûts de production, des erreurs de management ont failli avoir raison de cette papeterie qui fabrique des papiers spéciaux, et notamment infalsifiables, pour un marché de niches.

Savoir-faire

« Les précédents propriétaires n'avaient pas su valoriser le savoir-faire spécifique de cette entreprise », observe posément le nouveau patron, en place depuis début octobre, Lasse Brinck, un Danois de 46 ans, qui compte bien tailler des croupières à ses concurrents...

En accueillant, hier matin, le président Guy-Dominique Kennel, qui préside aussi l'Adira, l'agence de développement économique du Bas-Rhin, le repreneur de Lana, avec ses 59 salariés et une production de 7 500 tonnes, n'a pas cherché à masquer les difficultés. Néanmoins, il s'est d'emblée montré positif, insistant sur le recrutement de trois nouveaux collaborateurs depuis deux mois. Avec le jeu des départs, six femmes – niveau Master 2 – ont été

engagées dans ce monde très masculin, dont la directrice des ventes qui se font pour 60 % à l'export. « Au 1^{er} janvier, nous serons 65 pour une production à 8 000 tonnes l'année prochaine, et nous espérons atteindre les 12 000 tonnes en 2017 », a déclaré Lasse Brinck. Qu'on se le dise : l'entreprise est prête à engager immédiatement six papetiers...

« Sans l'aide de l'Adira, la reprise n'aurait pas été possible », a-t-il assuré. S'il a aussi été soutenu par la Ville et par la Région, il a été accompagné par les chargés de mission de l'Adira qui ont déminé le terrain pour lui. « Il a fallu sept semaines pour créer la nouvelle société. Pendant ce temps, nos clients ne pouvaient pas payer les factures », s'étonne le patron danois, en insistant sur l'importance des entreprises moyennes pour un

territoire comme l'Alsace.

Tout en maîtrisant aussi l'anglais, Lasse Brinck s'exprime dans un allemand parfait, et se promet d'améliorer son français. Car il ne manque pas d'ambition pour son entreprise. Les bâtiments vieillots en donnent une impression trompeuse. Lana possède une douzaine de machines les plus sophistiquées qui existent dans son domaine en Europe. « La plus grande est ici. Neuve, elle vaut 25 millions d'euros », relève Patrick Béranger, spécialisé dans la restructuration d'entreprises, qui avait dirigé Lana à la demande de l'administrateur judiciaire, « pour remettre le site en état de marche ». « Quand Lasse est arrivé, il a posé les bonnes questions. Il avait travaillé pendant dix ans dans un groupe papetier allemand et voulait reprendre une papeterie... »

Un accord a aussi été trouvé avec le Colmarien Marc Rinaldi, propriétaire depuis dix ans du foncier et de l'usine. Visiblement le courant est passé entre les deux patrons. 1,5 million d'euros vont être investis dans les bâtiments. La société Acta de Rinaldi, elle, récupérera 1,5 hectare, de l'autre côté de l'Ill, pour une opération immobilière. Lana conservera les 4,5 hectares nécessaires à son activité...

Nouvelle visibilité

Lasse Brinck et Patrick Béranger rentrent de Vienne où ils ont participé au salon Sicherheit, spécialisé dans la sécurité. Sur les douze fabricants spécialisés dans le papier infalsifiable, permettant de fabriquer des papiers d'identité, des chèques, mais aussi des factures pour les entreprises du luxe, huit participaient à ce salon. Lana, qui a misé sur un stand très classe, y a regagné en visibilité... Mais surtout, son patron a pu présenter un carton ayant les mêmes propriétés que le papier infalsifiable, sorti de l'usine le 3 décembre. Une idée de Patrick Béranger, qui avait dirigé une société de packaging...

L'objectif est de convaincre rapidement une des grandes entreprises du luxe français, dans le domaine de boissons comme le cognac, dans le parfum ou la maroquinerie, de tester le produit. « Ces emballages garantiront que le parfum n'est pas une contrefaçon », s'enthousiasme Patrick Béranger qui partira, une fois la société en état de marche. Il compte bien restructurer encore d'autres entreprises... En attendant, il continue de défendre Lana.

Yolande Baldeweck